



**ARGENTINE**



**D 2237 • Ar15**  
16-31 juillet 1998

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

### **MOTS-CLEFS**

*Dictature  
Répression  
Impunité  
Militaires  
Justice*

# **LES CRIMES DE L'ANCIEN DICTATEUR JORGE RAFAEL VIDELA**

Le général Jorge Rafael Videla a été nommé président de la République d'Argentine le 26 mars 1976 par une junte militaire qui venait de prendre le pouvoir. Il sera maintenu à ce poste jusqu'au 29 mars 1981, la dictature militaire restant elle-même en place jusqu'en décembre 1983. Le général Videla a entrepris une lutte acharnée contre la subversion. On dénombrera des milliers de morts (les estimations vont de 10 000 à 30 000) et de disparus. Emprisonné le 1er août 1984, il est libéré le 29 décembre 1990, le président Carlos Menem ayant décidé de gracier les principaux responsables de la dictature. Selon les lois actuellement en vigueur, c'est pour les seuls délits d'enlèvements et recels d'enfants et falsification de leurs identités que le général Videla pourrait être à nouveau jugé. Il a été arrêté le mardi 9 juin par ordre

du juge Roberto Marquevich.

On pourra lire ci-dessous le récit de l'histoire de la famille Cañas, systématiquement décimée sous le régime de Videla et dont le seul survivant révèle quel fut le comportement de Videla lui-même. Ce texte est paru sous le plume de Miguel Bonasso dans *Página 12* des 21 et 22 juin 1998. Un autre texte, paru dans *Clarín* du 25 juin 1998, rapporte la déposition d'une infirmière concernant les accouchements pratiqués clandestinement à l'Hôpital Campo de Mayo pour des femmes détenues auxquelles leur enfant serait enlevé. Enfin, selon un article de Dafne Sabanes Plou paru dans *Noticias Aliadas* du 4 juin 1998, la recherche des listes de disparus a conduit la justice vers les banques suisses où d'anciens militaires détiendraient des fonds dérobés aux détenus disparus.

## **L'unique survivant de la famille Cañas**

*"Videla est le principal responsable de l'assassinat de ma mère et de ma soeur et de l'enlèvement de mes deux autres frères. Il connaissait parfaitement l'affaire et il n'a rien fait pour les sauver." C'est ce qu'a déclaré à *Página 12* Martin Cañas, seul survivant de la famille de Santiago Cañas, sous-officier de l'armée qui travailla dans la Colonia Montes de Oca de Torres pour les malades mentaux et où l'ancien dictateur a abandonné l'un de*

ses fils Alejandro. Comme notre journal l'a rapporté hier en exclusivité, le fils de Videla a vécu et est mort - dans le plus grand des secrets - dans la terrible Colonie. Quand on enleva Angélica, la fille du sous-officier Cañas, première d'une série tragique qui atteint cette famille, il supplia Videla de lui permettre au moins de connaître son lieu de détention. Il le fit en faisant appel aux sentiments "humanitaires et chrétiens" du dicta-

teur et "en mémoire de son propre fils qu'il avait interné dans la Colonia Montes de Oca de Torres". Martin Cañas (42 ans) qui réside actuellement à Mexico où il est professeur de mathématiques a eu une long entretien téléphonique avec *Página 12* au cours duquel il a évoqué, discrètement ému, la tragédie de sa famille et a fait des nouvelles révélations dont une dénonciation pour vol d'enfants (qui a heureusement échoué) visant son propre

neveu. Cet épisode relie son histoire tragique à la situation actuelle de Videla qui est précisément détenu pour enlèvement d'enfants.

Selon Martin Cañas, son père a connu personnellement le fils de Videla quand il travaillait à Colonia Montes de Oca et il aurait rendu un service mystérieux à l'ancien général, dont il aurait emporté le secret avec lui dans la tombe. *“Selon ce que m'a raconté mon père, ni Videla ni sa femme (Alicia Raquel Hartridge) ne sont jamais allés voir l'enfant qui était un handicapé mental et qui était abandonné là dans ce lieu horrible, avec les autres malades de la Colonie. Pour moi, je me souviens clairement qu'ils l'avaient abandonné. C'est ce que mon père m'a raconté en 1984, quand nous nous sommes rencontrés à Buenos Aires après la dictature. C'est à ce moment là que j'ai pensé qu'il y avait une logique : Quelqu'un qui faisait cela avec son propre enfant, que ne pourrait-il pas faire avec les enfants des autres ?”*



Jorge Rafael Videla

L'histoire de Martin Cañas est l'histoire du pays réel, submergé. Il appartient à une famille très humble et lui-même, avant d'être professeur de mathématiques, a été pendant de nombreuses années artisan (forgeron) et au cours des mois de persécution et de clandestinité qui ont suivi l'assassinat de sa mère et sa soeur, il circulait comme maçon dans les provinces. En 1977, le fils cadet du sous-officier en retraite Santiago Sabino Cañas avait 21 ans, il étudiait à l'Université de technologie de La Plata et il militait à la Jeunesse universitaire péroniste (JUP). *“En réalité il avait un petit peu abandonné les études et il dut les reprendre plus tard, se souvient-il, parce que la répression était très forte.”* Et elle ne tardera pas

à s'abattre sur sa famille.

Le 15 avril 1977 sa soeur aînée, Angélica, âgée de 29 ans, qui militait à l'Union des étudiants du secondaire (UES) fut enlevée dans les rues de La Plata. *“Elle était à l'UES, dit Martin, parce qu'elle avait commencé récemment ses études secondaires. Comme il arrive dans les familles pauvres, les aînés doivent aller travailler et ils étudient quand ils peuvent.”* En dépit de tous les efforts du sous-officier Cañas et de son dialogue avec Videla, rapporté hier 21 juin<sup>1</sup> dans *Página 12*, Angélica a rejoint la liste des disparus. Selon les recherches faites par son frère cadet, elle aurait été enlevée par des éléments de la police de Buenos Aires qui l'auraient conduit au Pozo de Banfield.

*“Le 2 août, rappelle Martin avec une voix qu'il s'efforce de rendre neutre, ils ont enlevé mon frère Santiago, âgé de 26 ans, qui militait aussi à l'UES. Et le jour suivant ils assassinent ma mère (Maria Angélica Blanca) et ma soeur Carmen âgée de 23 ans, qui était enceinte de trois mois. Et moi, j'ai sauvé ma vie à quelques minutes près.”*

L'opération de l'armée et de la police de Buenos Aires que le journal *El Día* de La Plata a présenté comme un affrontement armé, fut un lâche assassinat. Maria Angélica Blanca (62 ans), déjà séparée du sous-officier Cañas, vivait avec sa fille Maria del Carmen, son beau-fils Ricardo Valiente, son petit-fils Ernesto Valiente âgé d'un an et demi et la petite fille *“d'un des compagnons enlevés”*, dans une maison précaire située à l'angle des rues 134 et 39 de La Plata. Son fils cadet Martin arriva là à 18 h 30, le 3 août, pour les prévenir de *“se lever avant que n'arrivent les militaires”*. Le conseil était opportun, Martin s'en alla et *“la patrouille apparue à la demie”*. La mère de Martin qui était dirigeante du Parti péroniste authentique (PPA) et sa fille furent criblées de balles bien qu'elles fussent désarmées et n'aient opposé aucune résistance. Le rapport du médecin légiste, publié hier dans ces pages, indique clairement que le cadavre des deux femmes présentaient

1. Cf. *“Les larmes de Videla”* à la fin de cet article (NdT).

une même *“destruction de la région encéphalique”*. Les seuls survivants sont les enfants que l'armée a emmenés et que le sous-officier Santiago Cañas a pu récupérer presque deux mois plus tard, à la crèche, alors qu'ils avaient falsifié l'acte de naissance de son petit-fils Ernesto Valiente et l'avaient rebaptisé Cristián, avec l'intention évidente de le voler à sa famille de sang. C'est le délit imprescriptible pour lequel le juge Roberto Marquevich ouvre un procès contre Jorge Rafael Videla.



Jorge Rafael Videla

Martin Cañas revit ce moment terrible, en pensant à son père, cet homme humble qui à l'âge de 8 ans travaillait déjà dans une chambre frigorifique et qui était entré dans l'armée, comme beaucoup d'enfants de sa condition, pour pouvoir manger, avoir un toit et être reconnu socialement. Lorsqu'il suppliait Videla, il lui parlait toujours de *“notre chère armée, comme si l'armée des troupes était la même que celle des officiers qui les méprisent”*, dit Martin. Et il se souvient que son *“papa”*, comme il continue de l'appeler, se rend au lieu du massacre comme lui-même, *“en jouant au passant”*. Et son père était sur le point de se faire prendre. *“Parce qu'il y avait une patrouille de la police de Buenos Aires et bien qu'il se soit fait identifier comme sous-officier de l'armée, ils jetèrent ses papiers militaires au sol, de même que les photos de famille qu'il était allé récupérer dans les décombres. Parce qu'ils avaient tout volé et ils avaient tout détruit.”* Harcelé et provoqué par les policiers, Cañas commença à se retirer en marchant, jusqu'à qu'il se mette à courir et se réfugie au collègue religieux San

Miguel où il demanda un téléphone "pour communiquer avec son ami le sous-officier Larubia qui présidait le Cercle des sous-officiers retraités".

Rapidement, un groupe de gens solidaires vint le sauver de l'encerclement établi par la police. "Ils lui ont sauvé la vie, dit Martin, et ils jouèrent un rôle décisif pour récupérer mon neveu Ernestito de la crèche." Ces sous-officiers que Martin Cañas voit "méprisés par les chefs militaires, parce que ce sont des fils d'ouvriers et de paysans", firent ce que l'on appelle aujourd'hui un "lobby" pour que Videla reçoive finalement l'homme qui lui avait rappelé avec candeur ou témérité, qu'il avait eu un fils là, dans cette Colonia Montes de Oca de Torres qui était dans les années 80 une espèce d'Auschwitz de la psychiatrie argentine.

Mais dans ces mois terribles, Martin Cañas ne put pas voir son père. Il ne connaissait pas la vieille histoire d'un Videla interné dans la Colonia Montes de Oca. Il déambulait alors par les provinces comme un étranger halluciné dans un pays hostile et étrange dans lequel il regardait les gens rire. Et se demandait alors : "De quoi peuvent-ils rire ces inconscients ?" Entre-temps son père, dans une des multiples lettres qu'il avait adressées à Videla, parlait de lui - préventivement - comme d'un "disparu" afin de le protéger de la répression.

Il connaîtra cette histoire beaucoup plus tard, lorsque la démocratie arriva et qu'il put rentrer d'un exil - protégé par l'ACNUR<sup>1</sup> - qui le conduisit successivement au Brésil, en France et au Mexique. Ce Mexique dont il reviendra pour y vivre volontairement, car il n'était pas d'accord avec "cette démocratie qui n'a pas puni les coupables et n'a su rendre la justice aux victimes". Lorsqu'il rencontra son père qui devait décéder quatre années plus tard (en 1988), il regarda "cet homme qui avait consacré trente ans de sa vie à l'armée et qui ne pouvait pas comprendre que cette même armée avait abattu pratiquement toute sa famille. J'ai pensé à nos discussions de jadis lorsqu'il disait que l'institution était

noble et qu'il ne s'agissait que de quelques hommes mauvais. Mais il semble qu'il avait déjà compris que toute l'institution avait été impliquée dans la répression. Et que le même Videla qui la commandait et qui avait accepté de le recevoir tardivement sans rien faire pour lui, même pas donner un renseignement sur mes frères, était non pas le seul mais le principal responsable de leurs disparitions."

(...)

Pagina 12, 22 juin 1998



Pagina 12

### Les larmes de Videla

Le 13 juin 1978, il [Martin Cañas] renouvelle sa demande d'audience à Videla qui le reçoit finalement deux jours après. L'audience dure 40 minutes et ce chroniqueur connaît sa teneur grâce à deux sources : Martin Cañas qui vit au Mexique, et l'amie de La Plata qui parvint à le faire sortir du pays, lorsque à 20 ans, il se trouvait dans le centre de réclusion clandestin où il aurait pu rester à jamais.

L'entretien dura 40 minutes et il est facile d'imaginer les embarras créés par tous les formalismes et rigidités, ainsi que les peurs du dictateur tout-puissant devant le "trouffion" qui se trouvait en face de lui. Ce sous-officier radical qui, en dépit des évidences, continuait à "aimer l'institution" mais non pas tous ses membres, depuis lors.

Coincé, mal à l'aise, maladroit, se raclant la gorge, essayant de paraître solidaire de son subalterne comme il convient à un bon chef, le commandant en chef de l'armée lui donne la même explication qu'il répétera plus tard devant les parents d'autres victimes et qui lui ont donné sa réputation de pusillanimité. Réputation qu'il a toujours cultivé pour cacher celle d'hypocrite que des intelligences plus aiguës devinent en lui.

Les excuses se multiplient : "Parfois je ne puis rien faire, il y a des choses qui échappent à mon contrôle", dit le chef de l'armée, oubliant le principe de base de la responsabilité du commandement. "Il y a des excès", récite-t-il. Des excès, certainement. Peut-être est-il excessif qu'on ait tué, en lui tirant dessus, la femme de Cañas ainsi que sa fille, et enlevé trois autres enfants. Que lui-même soit suivi par une voiture Falcon presque tous les jours de sa vie. Cañas sent un noeud dans sa gorge et pour une étrange raison, pour provoquer le dictateur ou pour établir un lien terrible avec lui, il lui rappelle les jours de la Colonia Montes de Oca et un service qu'il avait rendu à Videla. Une histoire dont on ne connaît presque rien car le sous-officier l'a emportée avec lui dans sa tombe. Soudain se produit l'imprévisible : Cañas pleure et Videla aussi. Les deux pleurent leurs enfants respectifs. Au cours de quelques secondes se produit une émotion étrange, voire perverse, de la part du bourreau pleurant le fils enterré à vie dans la Colonia Montes de Oca et l'humble père qui se trouve là pour demander qu'on lui rende quelque chose de ses enfants qu'il n'a pas abandonnés. Ne serait-ce que le lieu où ils sont enterrés. Peut-être, a-t-il l'intuition que la même logique liait le destin de ce fils de général déambulant parmi les spectres, couvert par les draps de la solitude dans les nuits d'épouvante du pavillon, et le destin inconnu de Maria Angélica et de Santiago. (...)

Pagina 12, 21 juin 1998

1. Haut commissariat des Nations unies pour la protection des réfugiés et apatrides (Ndt).

# Témoignage sur les nouveau-nés

Les enfants des détenues qui naissaient pendant la dictature à l'hôpital de Campo de Mayo, étaient logés à la crèche de l'hôpital, dans des berceaux identifiés par une étiquette sur laquelle était écrit "N.N.". C'est ce qu'a reconnu une infirmière qui travaillait dans cet hôpital entre 1972 et 1986, Rosalinda Libertad Salguero, dans la déclaration qu'elle a faite hier comme témoin dans le procès pour détournement de mineurs instruit par le juge fédéral Adolfo Bagnasco.

Elle signala que les détenues et leurs enfants restaient moins de vingt-quatre heures à l'hôpital, et qu'elle ignorait où ils étaient ensuite transférés. Alors que pour les autres accouchements qui avaient lieu là-bas on mettait sur le berceau une étiquette avec le nom de la maman et du bébé, quand c'était les femmes détenues qui accouchaient, on inscrivait "N.N." car "on ne savait pas de qui étaient ces enfants". La déclaration d'hier confirme d'autres témoignages entendus au procès, notamment

celui de l'ancien directeur de l'hôpital, Agatino Di Benedetto, qui indiquent que dans l'hôpital avaient lieu des naissances clandestines, qui n'étaient pas enregistrées sur les listes officielles.

## MADRES DE PLAZA DE MAYO

L'infirmière reconnut avoir participé à deux accouchements de détenues, s'être occupée personnellement de quatre femmes enceintes dans le service de la maternité de l'hôpital et d'une autre dans le service d'épidémiologie qui était sous surveillance militaire. Elle raconta comment cela se passait. En prenant son tour de nuit, elle trouvait ces femmes dans leurs chambres, avec les yeux bandés et elle avait l'ordre de ne pas leur parler. Salguero déposa en 1984 devant la CONADEP, et récemment devant le juge fédéral de

San Isidro, Roberto Marquevich, dans le procès qui ordonna la détention de l'ancien dictateur Jorge Rafael Videla. (...) Le procès que mène Bagnasco a commencé en décembre 1996 grâce à six "Grands-mères de la Place de Mai", qui tentèrent de démontrer l'existence d'un plan systématique de détournement de mineurs, enfants de disparus.

Sont impliqués dans l'affaire, entre autres, le lieutenant général Cristino Nicolaidis, l'amiral Rubén Franco, le général Eduardo Albano Harguindeguy, l'ancien président de facto le général Reynaldo Bignone<sup>1</sup> (tous retraités), et l'ancien général Carlos Guillermo Suarez Mason (expulsé de l'armée).

1. Entré en fonction le 1er juillet 1982 comme président de la République, il remet le pouvoir le 10 décembre 1983 à Raúl Alfonsín, premier président démocratiquement élu après sept années de dictature militaire (NdT).

*Clarín, 25 juin 1998*

## Des comptes en Suisse

Un rapport du journal *Clarín*, qui a la diffusion nationale la plus grande [en Argentine], indique que pas moins de 70 millions de dollars ont été dérobés par les militaires aux détenus-disparus de la dictature militaire argentine (1976 - 1983).

En enquêtant sur le sort de 266 citoyens espagnols disparus en Argentine au cours de la décennie 70, le juge espagnol Baltasar Garzón a émis l'hypothèse que les auteurs de la répression auraient caché des micro-films avec la liste des disparus dans le coffre d'une banque suisse. En février de cette année, la procureur générale suisse Carla Del Ponte a donné suite à la recherche réclamée par le juge, en découvrant l'existence de six comptes

aux noms de militaires argentins, qui n'avaient jamais été déclarés au fisc.

La principale personne concernée, avec une somme très importante de 1,7 millions de dollars, est le général (en retraite) Antonio Bussi, gouverneur de la province de Tucumán, élu avec plus de 50 % des voix en 1995. Le scandale lui a coûté son poste. (...)

Cinq autres personnes sont impliquées. Ce sont le capitaine de corvette (à la retraite) Jorge Eduardo Acosta, plus connu sous le nom de "Tigre", qui a dirigé l'École de mécanique de l'armée (ESMA) qui fut l'objet de tant de craintes, le vice-amiral Adolfo Mario Arduino, ancien chef du personnel de la ESMA, le sergent Carlos Vega qui a été le chef du camp de concentration

"La Perla" dans la province de Córdoba, le colonel Roberto Roualdés, chef du camp de concentration "Olimpo" dans la province de Buenos Aires, et le capitaine Alfredo Astiz destitué cette année pour avoir revendiqué la répression illégale. Roualdés et Arduino sont morts en 1995. Bien que les chiffres de ces cinq comptes ne représentent pas des millions, leur somme est de "plusieurs dizaines de milliers de dollars" selon la déclaration du procureur Del Ponte. (...)

*Noticias Aliadas, 4 juin 1998*

**Traduction DIAL.**

**En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.**

**DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org**

**Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F**

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**